



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE L'HÉRAULT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE
L'HÉRAULT

21 Rue Jean Giroux 34080 MONTPELLIER

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE L'HÉRAULT

21 Rue Jean Giroux 34080 MONTPELLIER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Hérault,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Hérault relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 9 juin 2025

KPMG SA

Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	373 048	295 500	77 548	80 136
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	3 069 045	85 522	2 983 523	2 544 302
Constructions	40 646 786	20 548 856	20 097 930	20 892 856
Installations techniques, matériel et outillage	2 387 552	2 103 467	284 085	331 991
Autres immobilisations corporelles	5 832 965	3 886 701	1 946 264	1 970 537
Immobilisations corporelles en cours	680 949		680 949	57 687
Avances et acomptes	2 025		2 025	26 068
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	396 670		396 670	352 935
<u>TOTAL I</u>	<u>53 389 040</u>	<u>26 920 046</u>	<u>26 468 994</u>	<u>26 256 512</u>
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements	26 254		26 254	23 055
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	599 210	4 623	594 587	680 488
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	607 106	2 784	604 322	368 202
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	275 220		275 220	275 182
Disponibilités	8 832 272		8 832 272	8 551 060
Charges constatées d'avance	159 790		159 790	194 444
<u>TOTAL II</u>	<u>10 499 853</u>	<u>7 407</u>	<u>10 492 446</u>	<u>10 092 430</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	63 888 892	26 927 453	36 961 439	36 348 942

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<u>FONDS PROPRES</u>		
Fonds propres sans droit de reprise	3 976 513	3 976 513
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	4 363 642	4 134 075
Autres réserves	5 539 502	5 546 507
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-1 575 401	-1 195 692
Report à nouveau propre	-1 086 216	-1 160 791
Résultat de l'exercice	-431 432	-326 384
SITUATION NETTE	10 786 608	10 974 227
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	1 895 621	1 972 634
Provisions règlementées	940 029	825 748
<u>TOTAL I</u>	<u>13 622 258</u>	<u>13 772 609</u>
<u>FONDS REPORTES ET DEDIES</u>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	3 593 873	3 713 822
<u>TOTAL II</u>	<u>3 593 873</u>	<u>3 713 822</u>
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	1 509 495	1 496 392
<u>TOTAL III</u>	<u>1 509 495</u>	<u>1 496 392</u>
<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 964 542	11 768 803
Emprunts et dettes financières diverses	27 000	36 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	881 412	719 050
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 678 971	4 228 031
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	75 025	92 300
Autres dettes	589 771	368 460
Produits constatés d'avance	19 093	153 475
<u>TOTAL IV</u>	<u>18 235 814</u>	<u>17 366 119</u>
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>		
Ecarts de conversion - Passif		
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	<u>36 961 439</u>	<u>36 348 942</u>

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	200	220	-20
Ventes de Biens et services	3 247 972	4 066 079	-818 107
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	32 144 772	28 937 113	3 207 659
Ressources liées à la générosité du public	74 569	26 648	47 921
Contributions financières	67 786	104 751	-36 965
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	52 068	54 110	-2 041
Transfert de charges	330 124	725 349	-395 225
Utilisation des fonds dédiés	231 883	228 590	3 293
Autres produits	54 031	33 167	20 865
Produits d'exploitation	36 203 406	34 176 027	2 027 379
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières	247 716	276 773	-29 056
Variation de stock de matières premières	-3 200	-3 120	-80
Autres achats et charges externes	7 046 906	7 006 560	40 346
Aides financières			
Impôts et taxes	2 290 063	2 252 442	37 622
Salaires et Traitements	17 703 383	16 572 212	1 131 171
Charges sociales	7 222 294	6 654 477	567 817
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 778 832	1 892 711	-113 879
Dotations aux provisions	78 922	77 348	1 574
Report en fonds dédiés	111 935	203 191	-91 256
Autres charges	150 260	123 844	26 416
Charges d'exploitation	36 627 111	35 056 436	1 570 675
RESULTAT D'EXPLOITATION	-423 705	-880 409	456 705
Produits financiers	163 968	122 420	41 548
Charges financières	259 120	262 036	-2 915
Résultat financier	-95 152	-139 615	44 463
RESULTAT COURANT	-518 857	-1 020 025	501 168
Produits exceptionnels	337 849	843 246	-505 397
Charges exceptionnelles	212 579	121 701	90 878
Résultat exceptionnel	125 270	721 545	-596 275
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	37 845	27 904	9 941
EXCEDENT OU DEFICIT	-431 432	-326 384	-105 048
Contributions volontaires en nature	76 303	71 727	4 576
Charges des contributions volontaires en nature	-76 303	-71 727	-4 576

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Valeurs mobilières de placement
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Dettes garanties par des sûretés réelles
- Contributions volontaires en nature
- Concours publics et subventions
- Honoraires de commissariat aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

L'Association a pour but :

- D'accompagner, de suivre et de prendre en charge toutes personnes en situation de vulnérabilité dans le cadre de la création, l'administration et la gestion d'établissements et de services dédiés à cette activité,
- D'intervenir ainsi dans les domaines de la santé, du médico-social, du social, de la jeunesse et des loisirs, en faveur de toute personne pour apporter accompagnement, assistance, aide et protection aux personnes et en facilitant l'accès à des mesures adaptées à leur situation
- De proposer des activités, des temps et des séjours d'animation, de vacances et de loisirs
- De promouvoir la solidarité sous toutes ses formes en développant des activités de prévention, de formation, d'accompagnement, de soutien, d'animation
- De réaliser toutes activités complémentaires aux activités de l'éducation nationale et en lien avec ses actions et son public
- De réaliser toutes activités annexes juridiques et économiques et de se doter de toutes structures et activités permettant de réaliser ses buts
- De promouvoir la laïcité et la solidarité

Les moyens d'actions de l'association sont :

- la création et la gestion d'établissements et de services à caractère sanitaire, médico-social, social, éducatif, culturel, sportif sans que cette liste soit exhaustive dans le respect du principe de subsidiarité entre les associations PEP agréées par la FGPEP ;
- la création et le développement de dispositifs propres ou accompagnant les politiques publiques nationales ou locales comme : la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre l'illettrisme, les mesures en faveur de l'emploi et de l'insertion des jeunes, de l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre l'exclusion et les discriminations ;
- l'utilisation de tout moyen de communication : documents, publications, site internet, réseaux sociaux ;
- l'organisation de sessions d'études et de sessions de formation en lien notamment avec l'organisme de formation de la Fédération ;
- l'organisation de campagnes de solidarité et de dons dans le respect des obligations réglementaires de la FGPEP reconnue d'utilité publique

Au 31/12/2024, l'A.D.P.E.P. DE L'HERAULT emploie 529 salariés représentant 392,65 équivalents temps plein (ETP).

2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

A/ Signature d'un C.P.O.M. 2024-2028 : A.R.S. et Conseil Départemental de l'Hérault.

B/ Unité régionale de répit :

- Arrêté A.R.S. du 26/02/2024 portant scission de l'unité de répit Héraultaise au profit de l'A.D.P.E.P. 34 à compter du 01/01/2024. La capacité totale de l'unité de répit à Saint-André-de-Sangonis demeure inchangée et fixée à 8 places.
- Signature le 22/01/2024 d'un protocole d'accord, entre l'A.D.P.E.P. 34 et l'I.J.A., relatif à la cession partielle de l'autorisation expérimentale pour la création de deux unités régionales de répit pour enfants et adolescents en situation de handicap.
- Transferts des réserves et reports à nouveau SMS gestion contrôlée à l'A.D.P.E.P. 34 au 01/01/2024 :
 - Réserve de compensation des déficits (50%) = 258 396 Euros
 - Réserve de compensation des charges d'amortissement (50%) = 12 500 Euros
 - Report à nouveau affecté au financement des mesures d'exploitation non pérennes (50%) = 57 091 Euros
 - Dette en trésorerie envers l'I.J.A. = 157 493 Euros. Dénouement effectif le 15/01/2025.

C/ M.E.C.S. LES TERRES ROUGES : Ouverture de 14 places fratries et extension de SAP de 15 places (18 au total) au cours de l'exercice 2024. Réalisation de deux achats immobiliers (en lien avec l'activité fratries).

D/ Rappel P.E.V.L.C. : Fermeture définitive du Centre LES ANGLES depuis le 31 Juillet 2023. Compromis de vente en cours.

- Arrêt de la dotation aux amortissements au 31/07/2023.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels, licences et autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans
- Constructions	3 à 87 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 47 ans
- Agencements et aménagements des terrains	10 à 20 ans
- Installations techniques, matériel et outillage	1 à 20 ans
- Matériel de transport	2 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 15 ans
- Mobilier	1 à 20 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 50 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits accumulés avec projection salariale majorée des charges sociales. Il a été retenu un taux d'actualisation de 3,38 %, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés dans les comptes de l'entité.

Au 31/12/2024, déductions des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite :

- des fonds accordés de 84 150 Euros comptabilisés dans le dossier de la M.E.C.S. LES MARINIERS.
- des excédents affectés au financement des mesures d'exploitation "départs en retraite" à hauteur de 110 884,19 Euros comptabilisés dans les dossiers E.S.A.T. ATELIERS KENNEDY et de la P.I.C.

Conformément à l'avis de la Commission des études comptables de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes EC-RT 2020-36 relatif au traitement comptable des crédits accordés par l'autorité de tarification pour le financement des indemnités de fin de carrière, les fonds accordés à l'association à ce titre ont été comptabilisés en report à nouveau compte 11592800 pour 84 150 Euros.

REGLES ET METHODES COMPTABLES9/ Coûts de développement - création de spectacles

La méthode préférentielle voudrait que les coûts de développement soient comptabilisés à l'actif. Les critères à respecter pour utiliser cette méthode paraissent non adaptés à l'établissement E.S.A.T. BULLE BLEUE (activité Travailleurs Handicapés) et notamment celui de démontrer la capacité à générer des avantages économiques futurs probables de l'immobilisation incorporelle et l'existence d'un marché.

L'option choisie est de détecter les charges directes pour la création des spectacles et de faire le rapprochement avec les ressources attendues (subventions, ventes de spectacles). Lorsqu'il existe un décalage significatif sur 2 exercices entre les charges et les produits, comptabilisation d'une charge constatée d'avance pour ces charges directes. Cette option est exercée globalement par l'association pour les dépenses de développement.

10/ Rémunérations des trois plus hauts dirigeants :

Conformément à l'information prévue par la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant total des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association s'est élevé à 0 Euro sur l'exercice 2024.

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
<u>SIEGE</u>				14 876,07
<u>GESTION ASSOCIATIVE</u>		30 592,52		
<u>P.E.V.L.C.</u>				
LES ANGLES		26 701,57		
MALIBERT		123 515,83		
PALAVAS		29 770,55		
A.L.S.H.		51 228,37		
<u>S.A.P.A.D.</u>	85,50			
<u>M.E.C.S. LES MARINIERS</u>				
HEBERGEMENT COLLECTIF				4 931,56
S.E.J.				21 523,76
H.A.R.P.E.				14 886,74
I.E.D.				48 317,43
<u>M.E.C.S. LES TERRES ROUGES</u>			36 897,23	
<u>C.M.P.P. PAYS CŒUR D'HERAULT</u>				7 963,62
<u>L'ENSOLEILLADE</u>				
M.A.S.				81 037,78
I.M.E.				13 404,13
UNITE DE REPIT			5 198,82	
S.E.S.S.A.D.			62 220,97	
<u>DISPOSITIFS E.S.A.T.</u>				
E.S.A.T. AT. KENNEDY B.P.A.S.				73 672,53
E.S.A.T. AT. KENNEDY B.A.P.C.	85 810,87			
E.S.A.T. BULLE BLEUE B.P.A.S.				16 525,41
E.S.A.T. BULLE BLEUE B.A.P.C.	26 282,04			
S.A.E.S.A.T. KENNEDY			5 075,51	
S.A.E.S.A.T. BULLE BLEUE			8 550,44	
<u>PLATEFORME INCLUSIVE CESDA</u>				
P.I.C. I.E.S.				57 209,10
P.I.C. S.E.S.S.A.D.			30 882,02	
<u>ECRITURES COMPLEMENTAIRES</u>				
<u>COMPTES CONSOLIDES</u>				
VARIATION PROVISION RETRAITE		72 838,09		
ANNUL. FONDS DEDIES / I.F.C.		6 165,00		
ANNUL. P.C.A.V. / CRETONS	2 724,57			
TOTAUX	114 902,98	340 811,93	148 824,99	354 348,13

RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE RESULTAT ANTERIEUR & RESERVE 10685720	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
<u>SIEGE</u>	-14 876,07		37 237,76	22 361,69
<u>M.E.C.S. LES MARINIERS</u>				
HEBERGEMENT COLLECTIF	-4 931,56	-92 335,00	-12 264,25	-109 530,81
S.E.J.	-21 523,76	-26 669,44	17 339,76	-30 853,44
H.A.R.P.E.	-14 886,74	-6 036,14	8 292,78	-12 630,10
I.E.D.	-48 317,43	2 275,40	3 360,77	-42 681,26
<u>M.E.C.S. LES TERRES ROUGES</u>	36 897,23	-150 596,83	42 644,16	-71 055,44
<u>C.M.P.P. PAYS CŒUR D'HERAULT</u>	-7 963,62		-7 877,49	-15 841,11
<u>L'ENSOLEILLADE</u>				
M.A.S.	-81 037,78	9 980,00	8 774,22	-62 283,56
I.M.E.	-13 404,13	11 192,91	24 675,33	22 464,11
UNITE DE REPIT	5 198,82		9 762,29	14 961,11
S.E.S.S.A.D.	62 220,97		-2 599,89	59 621,08
<u>DISPOSITIFS E.S.A.T.</u>				
E.S.A.T. ATELIERS KENNEDY	-73 672,53	59 800,44	-9 478,03	-23 350,12
E.S.A.T. BULLE BLEUE	-16 525,41	5 392,00	-11 219,13	-22 352,54
S.A.E.S.A.T. AT. KENNEDY	5 075,51		-389,66	4 685,85
S.A.E.S.A.T. BULLE BLEUE	8 550,44		665,35	9 215,79
<u>PLATEFORME INCLUSIVE CESDA</u>				
P.I.C. I.E.S.	-57 209,10	6 605,00	1 705,78	-48 898,32
P.I.C. S.E.S.S.A.D.	30 882,02	9 125,40	16 390,82	56 398,24
TOTAUX	-205 523,14	-171 266,26	127 020,57	-249 768,83

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<u>CHARGES REJETEES PAR L'A.T.</u>				
M.E.C.S. LES MARINIERS	325,40			
M.E.C.S. LES TERRES ROUGES		2 040,00		
ETAB. L'ENSOLEILLADE		229 921,10		
ETAB. ATELIERS KENNEDY & BULLE BLEUE		236 260,43		
<u>AUTRES R.A.N.</u>				
SIEGE - MES. EXPLOIT.			62 088,72	
GESTION ASSOCIATIVE	2 209 647,96			
P.E.V.L.C.		2 227 702,33		
S.A.P.A.D.	225,08			
M.E.C.S. LES MARINIERS	36 152,94		139 583,20	34 720,03
M.E.C.S. LES TERRES ROUGES	9,68		9 678,81	95 465,47
C.M.P.P. PAYS CŒUR D'HERAULT - EXCEDENT 2017			397,91	
M.A.S. - RESULTATS 2007 & 2008	126 199,53	148 559,56		
M.A.S. - DEFICITS 2022 & 2023				252 782,47
M.A.S. - MES. EXPL.			10 006,03	
I.M.E. - AUTRES RAN HORS GC	7 380,98	106 677,78		
I.M.E. - DEFICIT 2022				8 782,18
UNITE DE REPIT - MES. EXPL.			57 091,17	
S.E.S.S.A.D. ENSO. - EXC. 2008	21 098,07			
S.E.S.S.A.D. ENSO. - EXC. 2017			7 594,12	
S.E.S.S.A.D. ENSO. - MES. EXPL.			14 103,88	
E.S.A.T. AK - RAN HORS GC	590,00	9 654,80		
E.S.A.T. AK MES. EXPLOIT.			6 851,60	
E.S.A.T. B.B. - DEFICITS B.A.P.C.		222 143,90		
E.S.A.T. BULLE BLEUE - DEFICITS 2017 + 2022				37 937,16
S.A.E.S.A.T. KENNEDY - EXC. 2010 A 2013 + 2019 + 2020 + 2022			43 290,83	
S.A.E.S.A.T. KENNEDY - DEFICIT 2023				8 239,46
S.A.E.S.A.T. BULLE BLEUE - EXC. 2022 + 2023			8 919,18	
P.I.C. I.E.S. - RAN HORS GC	9 591,41			
P.I.C. I.E.S. - EXCEDENT 2017			100 001,00	
P.I.C. I.E.S. - MES. EXPLOIT.			58 294,21	
P.I.C. S.E.S.S.A.D. - EXCEDENT 2017			40 000,00	
P.I.C. S.E.S.S.A.D. - MES. EXPLOIT.			105 610,70	
<u>P.C.D. DETTE CONGES A PAYER</u>				1 640 754,45
<u>AUTRES P.C.D.</u>			84 150,00	
<u>REPRISES DE RESULTATS</u>				
I.E.D. - EXCEDENT 2022			2 275,40	
M.E.C.S. LES MARINIERS - DEFICITS 2022				132 705,58
M.E.C.S. LES TERRES ROUGES - DEFICIT 2022				173 751,36
AUTRES MESURES D'EXPLOITATION			59 800,44	
<u>RETRAITEMENTS - CONSOLIDE</u>				
ENGAGEMENTS RETRAITES		637 844,43		
CRETONS I.M.E.	283 367,54			
REP. PROV. LITIGE 2011 - ENSOLE	40 000,00			
TOTAUX	2 734 588,59	3 820 804,33	809 737,20	2 385 138,16

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	350 490,42	22 557,52			373 047,94
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	350 490,42	22 557,52			373 047,94
Terrains	2 624 045,05	445 000,00			3 069 045,05
Constructions sur sol propre	23 465 829,78				23 465 829,78
Constructions sur sol d'autrui	5 033 695,77	182 432,44			5 216 128,21
Installations générales, agencements des constructions	11 700 188,60	205 894,48	8 212,97	-73 305,34	11 824 564,77
Install. techniques, Matériel et outillage	2 406 393,97	49 507,73	64 179,29	-4 170,24	2 387 552,17
Install. générales, agencements divers	140 263,21				140 263,21
Matériel de transport	1 362 586,06	272 922,79	161 583,23	3 000,00	1 476 925,62
Matériel de bureau et informatique	1 349 019,09	141 440,68	8 074,13		1 482 385,64
Mobilier	1 253 891,23	48 611,81	16 580,48	-2 124,02	1 283 798,54
Autres immobilisations corporelles	1 500 278,43	13 697,17	3 720,00	79 599,60	1 589 855,20
Immobilisations corporelles en cours	66 741,54	625 672,95	11 465,43		680 949,06
Avances et acomptes	26 067,84	2 025,00	23 067,84	-3 000,00	2 025,00
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	50 929 000,57	1 987 205,05	296 883,37	0,00	52 619 322,25
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	328 534,00	14 946,25			343 480,25
Prêts et autres immob. financières	24 401,13	29 813,61	1 025,31		53 189,43
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	352 935,13	44 759,86	1 025,31		396 669,68
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	51 632 426,12	2 054 522,43	297 908,68	0,00	53 389 039,87

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	270 354,17	25 145,85			295 500,02
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	270 354,17	25 145,85			295 500,02
Aménagement terrains	79 742,93	5 778,84			85 521,77
Constructions sur sol propre	9 942 438,65	609 885,76			10 552 324,41
Constructions sur sol d'autrui	2 721 463,13	178 755,70			2 900 218,83
Installations générales, agencements des constructions	6 696 076,78	324 025,03	8 212,97	-13 672,59	6 998 216,25
Install. techniques, Matériel et outillage	2 074 403,09	86 190,88	54 991,75	-2 135,12	2 103 467,10
Install. générales, agencements divers	87 143,16	10 953,70			98 096,86
Matériel de transport	985 340,70	172 202,36	141 022,33		1 016 520,73
Matériel de bureau et informatique	1 106 652,69	139 020,22	6 341,59		1 239 331,32
Mobilier	915 767,60	94 641,52	11 713,60	-1 138,74	997 556,78
Autres immobilisations corporelles	487 476,70	132 231,95	3 363,12	16 946,45	633 291,98
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	25 096 505,43	1 753 685,96	225 645,36		26 624 546,03
TOTAL AMORTISSEMENTS	25 366 859,60	1 778 831,81	225 645,36		26 920 046,05

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	3 976 512,58				3 976 512,58
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	5 546 507,10	-7 004,93			5 539 502,17
Réserves gestion contrôlée	4 134 074,64	-909,90	321 468,97	90 991,84	4 363 641,87
Report à nouveau gestion propre	-1 160 791,24	46 808,87	33 921,25	6 154,62	-1 086 215,74
Report à nouveau gestion contrôlée	-1 195 691,98	-365 277,94	150 123,02	164 554,06	-1 575 400,96
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	78 503,60	-78 503,60	114 902,98	340 811,93	-225 908,95
Gestion contrôlée	-404 887,50	404 887,50	148 824,99	354 348,13	-205 523,14
SITUATION NETTE	10 974 227,20		769 241,21	956 860,58	10 786 607,83
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 972 633,59		10 082,00	87 094,85	1 895 620,74
Provisions réglementées	825 747,99		115 037,18	755,99	940 029,18
TOTAL FONDS PROPRES	13 772 608,78		894 360,39	1 044 711,42	13 622 257,75

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	2 029 047,75			2 029 047,75
- Trésorerie	741 071,28			741 071,28
- Compensation des déficits	133 287,82	258 395,83		391 683,65
- Compensation des amortissements	1 230 667,79	123 359,81	152 188,41	1 201 839,19
Autres réserves				
- Investissements	4 893 540,56			4 893 540,56
- Trésorerie & divers	418 478,97			418 478,97
- Compensation des déficits	2 926,80		2 594,53	332,27
- Compensation des amortissements	231 560,77		4 410,40	227 150,37
TOTAL RESERVES	9 680 581,74	381 755,64	159 193,34	9 903 144,04
Couverture du B.F.R.	42 887,26			42 887,26
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	782 860,73	115 037,18	755,99	897 141,92
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	825 747,99	115 037,18	755,99	940 029,18
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite	1 482 293,02	72 838,09	50 719,30	1 504 411,81
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges	14 099,02		9 016,28	5 082,74
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 496 392,04	72 838,09	59 735,58	1 509 494,55
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Immobilisations corporelles en cours	9 054,89		9 054,89	
- Comptes clients et usagers	1 655,66	3 300,00	332,75	4 622,91
- Valeurs mobilières de placement	38,84		38,84	
- Autres		2 784,00		2 784,00
TOTAL DEPRECIATION	10 749,39	6 084,00	9 426,48	7 406,91
TOTAL PROVISIONS	2 332 889,42	193 959,27	69 918,05	2 456 930,64

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
F.C.P. UNIFED EPARGNE TEMPS	275 220,46			275 220,46
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	275 220,46			275 220,46

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
F.C.P. UNIFED EPARGNE TEMPS	275 220,46	295 841,71	20 621,25	
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	275 220,46	295 841,71	20 621,25	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
F.C.P. UNIFED EPARGNE TEMPS				38,84
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE				38,84

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>			34 436,23	5 629,37	65 284,92	60 000,00
A.R.S. 2007 / Invest. ESAT AK	122 887,39	70 914,29		2 816,47	77 040,81	
A.R.S. 2007 / Invest. ESAT AK	84 493,61	79 857,28		1 666,67	45 589,73	
A.R.S. 2017 / Invest. ESAT AK	50 000,00	47 256,40		2 812,50		
A.R.S 2023 / Handiwork	4 500,00	2 812,50			34 436,23	
A.R.S 2024 / Formations	38 436,23			4 105,47	49 480,36	
A.R.S. 2011 / Invest. ESAT BB	82 324,12	53 585,83			60 000,00	
A.R.S. 2014-2017 / Invest. BB	60 000,00	60 000,00		9 083,78		
A.R.S. 2017 Formations ERHR	150 000,00	9 083,78			100 000,00	
A.R.S. 2017 / Invest. P.I.C.	100 000,00	100 000,00		6 224,11	9 091,02	
A.R.S. 2019 / Invest. P.I.C.	38 434,74	15 315,13		25 310,85	124 689,15	
A.R.S. 2022 Equipe mobile HR	150 000,00	150 000,00			180 000,00	
A.R.S. 2023 / Invest. P.I.C.	180 000,00	180 000,00		69 236,18	1 740 578,57	
A.R.S. 2012-2015 Invest. MAS	2 077 085,36	1 809 814,75		15 341,87	50 743,40	
A.R.S. 2019 Equipements MAS	119 689,40	66 085,27	4 151,46			
A.R.S. 2019 Véhicule 9 places	24 185,00	4 151,46	6 250,00	228 125,00		
A.R.S. 2018 Restructuration IME	250 000,00	234 375,00	6 605,27	6 605,27	50 000,00	
A.R.S. 2024 / Invest. I.M.E.	6 605,27					
C.D. 34 Equipement A..J. LTR	50 000,00	50 000,00		50 000,00		
C.D. 34 terrain LTR	66 400,00	116 200,00	16 600,00	132 800,00		
Sous-total :	3 655 041,12	3 049 451,69	57 641,50	152 628,73	2 954 464,46	210 000,00
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
Construction de la piscine MAS	92 000,00	77 912,62		3 646,38	74 266,24	
Association des Parents et Amis d'Enfants Handicapées de l'Ensoleillade						
FUB SERVICES (Abri)	11 138,00		11 138,00	206,94	10 931,06	
Sous-total :	103 138,00	77 912,62	11 138,00	3 853,32	85 197,30	
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>			41 000,00	2 001,60	85 498,49	
CCAH 15-16 / Invest. ESAT BB	100 080,00	87 500,09		800,00	34 172,05	
AG2R 2017 / Equipement CHAI	40 000,00	34 972,05		4 000,00	27 649,32	
AG2R 2020 / Gradins	40 000,00	31 649,32			41 000,00	
Fondation Orange 2024	50 000,00			6 771,95	163 561,78	
Groupe Lourmel Carpilig / AK	180 000,00	170 333,73				
Rénovation Bâtiment B. 2017				28 174,71	102 554,73	
CCAH 2020 / Invest. MAS	245 833,33	130 729,44		11 897,36	12 719,92	
Taxe apprentissage / Interpréteur	64 617,28	24 617,28		14 928,71	68 299,86	
CCAH 2022 / Invest. P.E.V.L.C.	83 228,57	83 228,57				
Transformation du centre Malibert et Les Angles						
Don Association La Manadière	5 000,00	157,17		157,17		
AG2R 2021 / Rénov. cuisine	33 619,00	13 527,54		5 945,76	7 581,78	
et achat d'une voiturette						
Opération Tour de roue	3 893,00	3 056,43	339,35	2 717,08		
Association des Familles	3 695,00	2 329,44	2 155,00	193,57	4 290,87	
Famille SENTEIN	1 500,00	4 078,37		191,07	3 887,30	
Clinique Dr STER	278,00	278,00			278,00	
Sous-total :	851 744,18	586 457,43	43 155,00	75 401,25	554 211,18	
Total	4 609 923,30	3 713 821,74	111 934,50	231 883,30	3 593 872,94	210 000,00

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
Région 2018 Rénovation Les Angles	294 009,00			294 009,00
Subvention Région 2020 Rénovation Malibert	75 470,00			75 470,00
Conseil Départemental 2020 Rénovation Malibert	70 410,00			70 410,00
Subvention Etat France Relance 2022 Les Angles	19 171,74		4 171,74	15 000,00
Conseil Régional 2014 BB	46 290,00			46 290,00
Conseil Départemental 2015 BB	60 000,00			60 000,00
Conseil Départemental 2020 BB	20 000,00			20 000,00
Subv. Montpellier Méditerranée Métropole 20/21	10 000,00			10 000,00
Conseil Régional 2022 AK Bât. B.	283 814,00			283 814,00
Subv. Montpellier Méditerranée Métropole 2024		9 000,00		9 000,00
ARS 2003 Equipement P.I.C.	1 067 143,12			1 067 143,12
ARS 2003 Appart. Assas P.I.C.	30 489,80			30 489,80
CNSA PAI MAS	957 291,00			957 291,00
Cuisine IME	406 500,00			406 500,00
Clôture IME	98 703,00			98 703,00
Surélévation (1989) MECS LM	76 224,51			76 224,51
AGEFIPH - Aide adaptation MECS LTR	464,91			464,91
Subv. OETH 2024 Siège ergo P.I.C.		1 082,00		1 082,00
TOTAL	3 515 981,08	10 082,00	4 171,74	3 521 891,34

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
Région 2018 Rénovation Les Angles	67 377,10			67 377,10
Subvention Région 2020 Rénovation Malibert	13 196,83	3 773,50		16 970,33
Conseil Départemental 2020 Rénovation Malibert	12 312,28	3 520,50		15 832,78
Subvention Etat France Relance 2022 Les Angles	1 284,83			1 284,83
Conseil Régional 2014 BB	5 818,59	925,80		6 744,39
Conseil Départemental 2015 BB	7 541,92	1 200,00		8 741,92
Conseil Départemental 2020 BB	4 180,52	2 141,82		6 322,34
Subv. Montpellier Méditerranée Métropole 20/21	2 090,26	1 070,91		3 161,17
Conseil Régional 2022 AK Bât. B.	13 402,33	9 460,46		22 862,79
Subv. Montpellier Méditerranée Métropole 2024				
ARS 2003 Equipement P.I.C.	721 778,36	13 814,59		735 592,95
ARS 2003 Appart. Assas P.I.C.	26 434,16	1 015,32		27 449,48
CNSA PAI MAS	123 180,10	31 909,70		155 089,80
Cuisine IME	394 643,33	11 856,67		406 500,00
Clôture IME	98 078,57	624,43		98 703,00
Surélévation (1989) MECS LM	51 832,66	1 524,49		53 357,15
AGEFIPH - Aide adaptation MECS LTR	195,65	46,49		242,14
Subv. OETH 2024 Siège ergo P.I.C.		38,43		38,43
TOTAL	1 543 347,49	82 923,11		1 626 270,60

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		53 189,43	34 990,91	14 263,74	3 934,78
Débiteurs et comptes rattachés		599 209,86	599 209,86		
Autres créances		607 105,83	607 105,83		
Charges constatées d'avance		159 789,77	104 094,41	50 182,81	5 512,55
TOTAL CREANCES		1 419 294,89	1 345 401,01	64 446,55	9 447,33
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		11 964 541,99	758 128,23	3 045 178,48	8 161 235,28
Emprunts et dettes financières diverses (1)		27 000,00	9 000,00	18 000,00	
Fournisseurs et comptes rattachés		881 412,04	881 412,04		
Dettes fiscales et sociales		4 678 970,81	4 678 970,81		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		75 024,78	75 024,78		
Autres dettes		589 771,42	589 771,42		
Produits constatés d'avance		19 093,15	15 033,73	4 059,42	
TOTAL DETTES		18 235 814,19	7 007 341,01	3 067 237,90	8 161 235,28
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		935 511,18		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		755 076,54		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine		6 283,51		
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		11 958 258,48		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	8 875,57
4. Autres créances	231 504,45
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	136 000,12
TOTAL	376 380,14

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 524,87
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	257 929,86
6. Dettes fiscales et sociales	2 621 010,92
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 357,20
8. Autres dettes	342,08
TOTAL	2 913 164,93

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	159 789,77
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	159 789,77
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	19 093,15
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	19 093,15

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	60 837,23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	36 704,74
Dotations aux amortissements et provisions	115 037,18
TOTAL	212 579,15
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	195 041,24
Produits exceptionnels sur opérations en capital	124 996,72
Reprises sur provisions et transferts de charges	17 810,88
TOTAL	337 848,84
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
HONORAIRES / DEGREVEMENT TSS 2020-2021-2022	46 249,56
HONORAIRES - RESTRUCTURATION P.I.C.	6 519,52
REGULARISATION RETRAITE 2017-2023	4 352,12
SOLDE IMMOBILISATIONS EN COURS	2 535,37
HONORAIRES (DEGREVEMENT TVA)	1 180,66
V.N.C DES ELEMENTS D ACTIF CEDES	36 704,74
DOTATION PROVISION REGL./ PRODUITS FINANCIERS	100 440,12
DOT. PROV. REGL. / PLUS VALUES ELEMENTS D'ACTIF	14 597,06
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	
DEGREVEMENT TAXE SUR SALAIRES 2020-2021-2022	128 471,00
DEGREVEMENT TAXE D'HABITATION 2023	55 140,00
REGULARISATION T.V.A. ANTERIEURE	5 734,00
REGULARISATION CONTRAT LOCATION VEHICULE 2023	5 696,24
Q.P. SUBVENTIONS VIREES RESULTAT	82 923,11
PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	42 073,61
REPRISE DEPRECIATIONS EXCEPTIONNELLES (IMMOB.)	9 054,89
REP. PROV. RISQUE REVERSEMENT AIDE APPRENTIS	8 000,00
REPRISE PROVISION REGL./ ACTIF IMMOBILISE	755,99

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	1 602 500,00
- Nantissement placements Crédit Coopératif	635 000,00
- Nantissement placements Sogama Conseil	6 559,00
- Engagements en matière de retraite	Comptabilisés
TOTAL	2 244 059,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
Département Hérault / Emprunt C.C. M.E.C.S. LES TERRES ROUGES	516 185,79
Département Hérault / Emprunt S.G. M.E.C.S. LES TERRES ROUGES	1 108 828,73
Département Hérault / Emprunt C.C. PALAVAS	11 407,50
Mairie / Emprunt E.S.A.T. A.K.	36 783,78
Agglo. Montpellier & ville de Montpellier / Emprunt E.S.A.T. B.B.	84 113,68
Conseil Départemental Hérault / Emprunt C.D.C. M.A.S.	1 386 804,54
Région Occitanie / Emprunt C.D.C. M.A.S.	693 402,27
Communauté Communes Vallée de l'Hérault / C.D.C. M.A.S.	693 402,27
Sogama Crédit Associatif / Emprunt S.G. M.E.C.S. LES TERRES ROUGES	325 500,00
Compagnie Européenne des Cautions et Garanties / Emprunt MALIBERT	112 397,50
Compagnie Européenne des Cautions et Garanties / Emprunt I.M.E.	168 483,47
Compagnie Européenne des Cautions et Garanties / Emprunt A.K.	193 453,67
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	5 330 763,20

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit P.E.V.L.C. M.E.C.S. LES TERRES ROUGES E.S.A.T. LES ATELIERS KENNEDY	376 687,81 268 775,74 147 135,12
. Emprunts et dettes financières divers	
. Autres dettes	
TOTAL	792 598,67

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	23 354,01	23 349,60
Prestations	52 949,04	48 377,74
Personnel bénévole		
Total des contributions volontaires	76 303,05	71 727,34

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Bénévolat		
Prestations en nature	76 303,05	71 727,34
Dons en nature		
Total des contributions volontaires	76 303,05	71 727,34
<p><u>Méthodes de quantification et de valorisation retenues :</u></p> <p>1/ Mise à disposition gratuite des locaux par la Mairie de Montpellier (15 504 Euros). Valorisation à partir du montant inscrit sur le certificat communiqué par la Mairie.</p> <p>2/ Mise à disposition gratuite de matériel scénique par le Conseil Départemental = 7 850,01 Euros. Valorisation à partir du montant inscrit sur le document communiqué par le C.D. 34.</p> <p>3/ Mécénat de compétences 2024 E.S.A.T. LA BULLE BLEUE. Convention de mise à disposition signée avec ORANGE = 52 949,04 Euros.</p>		

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	17 291 036,14
À la charge de l'État	2 011 252,89
À la charge du Département	12 502 323,75
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	28 743,27
À la charge d'autres financeurs	129,25
. Subventions d'exploitation	
A.R.S. (<i>E.S.M.S. NUMERIQUE</i>)	76 903,87
État	104 600,00
Région	39 500,00
Département	20 000,00
Collectivités territoriales (<i>Métropole</i>)	15 000,00
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
O.E.T.H.	46 233,00
Ville	9 050,00
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales (<i>Métropole</i>)	9 000,00
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
O.E.T.H.	1 082,00
Ville	
TOTAL	32 154 854,17

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	55 152,38		55 152,38
TOTAL	55 152,38		55 152,38